



HAL
open science

L'anticommunisme de la droite gouvernementale dans la vie politique française de 1968 à 1984

Laurent Jalabert

► **To cite this version:**

Laurent Jalabert. L'anticommunisme de la droite gouvernementale dans la vie politique française de 1968 à 1984. *Les Cahiers de Framespa: e-Storia*, 2021, Cent ans d'anticommunisme en Europe et dans les Amériques, 36, 10.4000/framespa.10746 . hal-03187929

HAL Id: hal-03187929

<https://hal.science/hal-03187929>

Submitted on 28 May 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La Convention des institutions républicaines (1964-1971)

Laurent Jalabert

DANS **VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE** 2009/4 (N° 104), PAGES 123 À 139

ÉDITIONS **PRESSES DE SCIENCES PO**

ISSN 0294-1759

ISBN 9782724631357

DOI 10.3917/ving.104.0123

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-vingtieme-siecle-revue-d-histoire-2009-4-page-123.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

La Convention des institutions républicaines (1964-1971)

Laurent Jalabert

Objet politique mal identifié et peu étudié, la Convention des institutions républicaines apparaît pourtant, sous la plume de Laurent Jalabert, comme un acteur essentiel de la vie politique française. Son étude offre un observatoire privilégié des recompositions de la gauche, tant sur le plan organisationnel qu'idéologique. La CIR fut en outre le tremplin de François Mitterrand vers le congrès d'Épinay et permet de comprendre les repositionnements doctrinaux ainsi que les tactiques politiques du futur leader de la gauche socialiste.

13 juin 1971, François Mitterrand, militant de la Convention des institutions républicaines, devient premier secrétaire du parti socialiste. Après trois journées d'un congrès houleux autour du thème de l'unité retrouvée des socialistes à Épinay, celui que l'on n'attendait plus trois ans plus tôt s'empare de ce qui deviendra le premier parti de France en termes de représentation à l'Assemblée nationale dix ans plus tard. Si François Mitterrand dispose déjà d'une longue carrière politique et d'une audience incontestable dans l'opinion, c'est au nom d'un groupe politique presque confidentiel qu'il accède à la direction du parti socialiste. Qu'est-ce que « la Convention » (mot par lequel on la désigne le plus souvent) dans la vie politique française au tout début des années 1970 ? Un club de gauche comme elle l'a été à son origine au début des années 1960 ? Un parti politique de la gauche socialiste qui, en

partenariat avec une SFIO moribonde depuis la fin de l'année 1968, tente de participer au processus unitaire ? Un pilier de la recomposition des gauches ?

Dans le jeu des restructurations politiques des années 1960-1970¹, la gauche est soumise à des basculements qui s'étalent pendant plus de vingt ans : les partis modérés, membres actifs des gouvernements de la Quatrième République, déclinent et entraînent la gauche vers ses scores électoraux les plus médiocres, tels les 5 % pour Gaston Defferre lors de l'élection présidentielle en 1969. La SFIO s'autodissout et ses vieux caciques, Guy Mollet en tête, assistent à la naissance d'un nouveau parti socialiste qui, en un peu plus de dix ans, se transformera en force de gouvernement. La CIR se place au cœur de ce processus propre à la recomposition des gauches : distants de la SFIO, ses dirigeants sont parmi les principaux artisans des deux grandes tentatives de reconstruction de la gauche socialiste, autour de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste (FGDS) entre 1965 et 1968, puis avec le processus de création et de développement du parti socialiste entre 1969 et 1971. Quel est son rôle ? Comment fonctionne ce petit groupe ? Quelle est sa réelle influence politique ?

Depuis sa dissolution de fait en juin 1971, la Convention a pourtant peu interrogé les histo-

(1) Voir Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (dir.), *Les Partis et la République : la recomposition du système partisan (1956-1967)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2007.

riens, si ce n'est au travers d'études plus générales sur le socialisme¹. Or, même si les archives du groupement semblent avoir disparues, la multiplication des fonds cédés par quelques personnalités socialistes ayant appartenu à la CIR, ou ayant gravité dans son environnement, mais aussi l'ouverture des archives publiques² permettent de mieux comprendre ce petit mouvement créé en pleine crise du socialisme français au début des années 1960.

Naissance

Dans les premières années de la Cinquième République, la gauche est traversée par une importante crise³, générée notamment par la guerre d'Algérie et accélérée par le retour au pouvoir du général de Gaulle⁴. Le camp socialiste s'est notamment morcelé avec la création du parti socialiste unitaire (PSU)⁵. L'acceptation par Guy Mollet des institutions de la Cinquième République et son ralliement temporaire à de Gaulle déclenchent un malaise profond dans la veille maison : effondrement des effectifs⁶, départ de quelques figures, chute

des résultats électoraux⁷, etc. Quant aux partis modérés, ils s'éteignent lentement, tant les radicaux de moins en moins représentés au parlement, que l'UDSR de François Mitterrand⁸. Le parti communiste, après les affres de l'année 1956 et sa très ambiguë position algérienne, tente de se reconstituer en créant une dynamique d'opposition au gaullisme triomphant, mais il ne peut empêcher une nouvelle crise dans ses mouvements de jeunes ou d'étudiants⁹. Dans ce contexte de crise partisane, la gauche peine à se présenter comme une alternative au pouvoir du général de Gaulle. Le renouvellement idéologique semble impossible pour ces partis venus de la Quatrième République, qui demeurent incapables de reconquérir l'opinion alors que l'élection présidentielle au suffrage universel direct se profile à l'horizon de l'année 1965.

Un groupe venu de la nébuleuse des clubs

Afin de porter un remède à cette situation, bien des militants de la gauche modérée se réfugient dans des organisations à la frontière des mondes intellectuels et politiques, les clubs¹⁰. Parmi eux, le Club Jean Moulin¹¹, Socialisme et Démocratie¹² ou le Club des Jacobins¹³ multiplient les réunions et tentent de s'unifier¹⁴, tout

(1) Nous ne pouvons citer dans le cadre de cet article les ouvrages généraux sur le socialisme. Sur la CIR, voir Danièle Loschak, *La Convention des institutions républicaines*, Paris, PUF, 1971. Ce travail reste cependant à la frontière du militantisme et de l'analyse. Voir, sur une durée plus restreinte, la communication de Gilles Morin intitulée « La CIR » au colloque « Identités confrontées à mai-juin 1968 », Institut d'études politiques de Lyon, 25-27 mars 2009.

(2) Il s'agit pour l'essentiel des archives du ministère de l'Intérieur.

(3) Sur ces aspects généraux, voir Jean-Jacques Becker et Gilles Candar (dir.), *Histoire des gauches en France*, Paris, La Découverte, 2004, vol. 2.

(4) Sur ce contexte difficile de la fin de la Quatrième République, voir Noëlline Castagnez, *Socialistes en République : les parlementaires SFIO de la IV^e République*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004.

(5) Voir la thèse de doctorat de Gilles Morin, « De l'opposition socialiste à la guerre d'Algérie au PSA (1954-1960) : un courant socialiste de la SFIO au PSU », Université Paris-I, 1991.

(6) Selon les données de Jacques Kergoat, *Histoire du Parti socialiste*, Paris, La Découverte, « Repères », 1997 ; la SFIO voit ses effectifs chuter de 120 000 adhérents en 1957, à 82 000 en 1967.

(7) La SFIO passe notamment de 15,5 % en 1958 à 12,4 % en 1962 au premier tour des élections législatives, alors que le parti communiste passe de 18,9 % à 21,9 %.

(8) Voir Éric Duhamel, *L'UDSR ou la genèse de François Mitterrand*, Paris, CNRS éditions, 2007.

(9) Voir Stéphane Courtois et Marc Lazar, *Histoire du Parti communiste français*, Paris, PUF, 2^e éd. mise à jour 2000.

(10) Sur les clubs, il convient ici de rappeler qu'ils sont alors très actifs, aussi bien à gauche qu'à droite. Voir l'étude pionnière de Janine Mossuz-Lavau, *Les Clubs et la politique en France*, Paris, Armand Colin, 1970.

(11) Voir Claire Andrieu, *Le Club Jean Moulin (1958-1970)*, Paris, Fayard, 2002.

(12) Fondé par Alain Savary en 1962, année où il quitte le PSU.

(13) Le Club des Jacobins est dirigé par Charles Hernu.

(14) Parmi les clubs qui obtiennent une audience nationale, citons l'Union des clubs pour le renouveau de la gauche (UCRG) derrière Alain Savary, l'Union générale des clubs socialistes (UGCS) autour de Jean Poperen, ou encore Objectif 72, Citoyen 80, La Vie nouvelle.

en maintenant les liens avec les partis constitués, *via* des colloques ou réunions communes. Dans cette nébuleuse, l'un d'entre eux parvient à émerger, la Convention, qui a pour *leader* le candidat des gauches à l'élection présidentielle de 1965, François Mitterrand.

Elle est née d'une réunion de clubs provoquée par le Club des Jacobins de Charles Hernu. Ce dernier, après un court passage au parti socialiste unifié, se rapproche de François Mitterrand¹ qui, après la dislocation de l'UDSR², est isolé de par ses positions critiques contre la Constitution et son opposition frontale au général de Gaulle. Celui qui n'est plus que sénateur de la Nièvre entre 1959 et 1962, s'est résolu à créer un club, la Ligue pour le combat républicain³. En mars 1963, Charles Hernu et François Mitterrand préconisent l'organisation de débats entre plusieurs clubs⁴. Ils créent le Centre d'action institutionnelle (CAI), fédération de clubs dans laquelle se retrouvent plusieurs figures de l'opposition au gaullisme. François Mitterrand y amène nombre de ses proches⁵. Les statuts sont déposés le 26 mars à la préfecture de Paris. Le CAI se donne cinq objectifs : discuter de la nature du régime, présidentiel ou parlementaire ; favoriser l'indépendance de la magistrature ; valoriser la planification ; garantir la liberté de l'information ; faciliter la démocratisation de l'enseignement. À plus court terme, il préconise une candidature unique de la gauche contre le

général de Gaulle à l'élection présidentielle et affirme son soutien à Gaston Defferre.

En juin 1964, dans le cadre du Centre d'action institutionnelle, Charles Hernu organise à Orsay une seconde rencontre d'importance, intitulée Convention préparatoire des institutions républicaines, qui réunit une cinquantaine de clubs du centre et de la gauche. Le CAI se dissout et laisse la place à un ensemble plus large, la CIR, confédération de divers clubs. Elle compte donc immédiatement environ cinq mille adhérents venus d'horizons différents, mais qui ont pour objectif commun la « rénovation de la gauche et notamment du socialisme⁶ ». La CIR est donc un groupement hétérogène qui apparaît comme une alternative au gauchisme de plus en plus avéré du PSU et qui refuse de s'affilier à la SFIO. Sa charte, adoptée les 6 et 7 juin 1964, est une dénonciation du régime gaulliste⁷. Elle s'appuie autour de deux idées phares : la volonté de développer une Europe fédérale (seule garantie de la paix sur le continent, qui intégrerait donc l'Europe de l'Est, et dont le parlement serait élu au suffrage universel direct) ; et la création d'un modèle économique neuf, baptisé « démocratie économique », dont la planification serait le moteur. Ce n'est que lors de la réunion de la seconde Convention, les 24 et 25 avril 1965, que le rattachement de la CIR au courant socialiste est plus marqué. Lors de ces deux journées, les participants réclament l'unité de la gauche, notamment socialiste⁸.

L'élection présidentielle de 1965 précipite les événements. Le renoncement de Gaston Defferre, la candidature de François Mitterrand en

(1) Claude Estier, alors journaliste, en raconte les conditions dans ses souvenirs (Claude Estier, *J'en ai tant vu : Mémoires*, Paris, Le Cherche midi, 2008, p. 80 *sqq.*)

(2) Éric Duhamel, *op. cit.*

(3) Il n'a pu entrer au PSU qui lui a fermé ses portes en raison de sa participation au gouvernement de Guy Mollet en 1956.

(4) Archives nationales, Centre des archives contemporaines de Fontainebleau (CAC), fonds du ministère de l'Intérieur, 19820599 art. 86, note mensuelle des Renseignements généraux ; et CAC 20040455, art. 1, note blanche du 12 février 1964.

(5) Parmi ces proches, notons Roland Dumas, Georges Dayan, Louis Mermeas, François de Grossouvre.

(6) Ce n'est pas un parti mais, pour les Renseignements généraux, « un organisme destiné à maintenir une liaison entre les différents groupements dans l'intervalle des conventions, qui est également chargé d'entretenir des relations avec les partis politiques de gauche » (CAC 20040455, art. 1, 28 avril 1965).

(7) Voir Danièle Loschak, *op. cit.*

(8) CAC 20040455, art. 1, note du 28 avril 1965. Y participent des radicaux, notamment André Cellard, ou des socialistes, comme Gérard Jaquet.

septembre 1965, son relatif succès lors de la campagne électorale puis lors du scrutin font sortir la Convention de son anonymat. Elle devient le groupe politique du principal opposant au général de Gaulle, malgré son caractère étroit. La création de la Fédération de la gauche démocrate et socialiste entre les deux tours de l'élection présidentielle met la CIR dans l'obligation d'être autre chose qu'un club de réflexion, elle doit se transformer en organe plus politique. La FGDS est en effet une fusion entre les groupes parlementaires de la gauche modérée, socialistes, radicaux et quelques conventionnels. Cette gauche « non communiste » cherche à incarner l'opposition au gaullisme ; tout en se distinguant du PCF, elle tente de s'imposer notamment dans le jeu parlementaire.

Du club au parti

S'appuyant sur une équipe restreinte de proches (Charles Hernu, Louis Mermaz, Claude Estier¹, Pierre Joxe², Georges Dayan, André Rousselet, Roland Dumas, *etc.*), François Mitterrand transforme donc la Convention en force politique quelques semaines après l'élection présidentielle, dans le cadre de sa participation à la FGDS. Des statuts sont déposés le 11 janvier 1966. Ils sont publiés au *Journal officiel*, le 25 janvier 1966. On y lit que la CIR « a pour but de regrouper les citoyennes et les citoyens qui entendent participer à la fondation d'une république démocratique moderne ». Elle envisage la transformation de la société française, sans toutefois se revendiquer du socialisme. Président national éphémère, François Mitterrand

en fait une composante de la FGDS. Cette dernière, après l'inattendu succès du candidat des gauches à l'élection présidentielle, devient une véritable force politique d'opposition, malgré son caractère quelque peu hétérogène³. Structurée autour d'un rassemblement de mécontents contre le gaullisme, elle est susceptible d'amorcer une dynamique de reconquête électorale, tout au moins dans la continuité du scrutin présidentiel. Chacun, au sein de la gauche modérée, essaie d'y trouver sa place, même si la SFIO et le parti radical en sont les deux plus importantes composantes⁴.

En octobre 1966, la Convention serait, de tous les clubs de la FGDS, le plus actif, présent dans cinquante-huit départements⁵. Elle est cependant un groupe politique particulier, dans lequel, selon le souvenir de Pierre Joxe, « existait une forte camaraderie⁶ », mais où tout est à construire⁷. Aux élections législatives de 1967, par le biais de la FGDS, des conventionnels entrent toutefois à l'Assemblée nationale, notamment Henri Rousselet, Georges Dayan, Louis Périller, André Labarère, Louis Mermaz, Claude Estier. Le groupe poursuit sa réflexion programmatique. Sept commissions d'études chargées de fournir des analyses aux députés sont en place : « Institutions », « Libertés », « Affaires étrangères », « Défense nationale », « Plan, finances, économie », « Affaires sociales », « Éducation et

(3) Voir l'article de Gilles Morin sur la FGDS dans Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (dir.), *op. cit.*

(4) Les divers clubs l'intégreront avant 1968, l'UGCS ou l'UCRG notamment.

(5) CAC 19820599, art. 87. Une note du 7 mai de la même année parle de 87 départements (CAC 20040455, art. 1).

(6) Pierre Joxe, *op. cit.*, p. 152.

(7) Sur ces points, voir Louis Mexandeau, *François Mitterrand le militant, trente années de complicité*, Paris, Le Cherche midi, 2006 ; et Françoise Carle qui signe sous le nom d'Annie Desgranges, *Un éveil : journal d'une militante socialiste (1967-74)*, Paris, Fayard, 1977. Ces deux témoins rappellent, avec ferveur et nostalgie, le caractère artisanal des premiers pas de la CIR en province, limitée à une ou deux unités dans chaque département au cours de ces années.

(1) Il s'y implique après un long reportage en Égypte, à partir de l'été 1965. Voir Claude Estier, *op. cit.*, p. 93.

(2) Dans ses Mémoires, Pierre Joxe raconte qu'il a rencontré François Mitterrand en 1955, mais qu'il ne le voit que très peu avant 1965, année où il se met à son service en septembre, au moment de l'élection présidentielle. À l'issue du scrutin, François Mitterrand l'invite à rejoindre la CIR. (Pierre Joxe, *À propos de la France : itinéraire I*, Paris, Flammarion, 1998, p. 139)

culture »¹. Enfin, le journal mensuel *Combat républicain* et la revue *Dire* relaient les positions de François Mitterrand.

S'appuyant sur le programme de ce dernier en 1965, la Convention se veut une force moderne, capable de présenter un projet de gestion gouvernementale. Dans le même sens, elle souhaite que la gauche socialiste se rapproche du parti communiste. L'horizon est l'année 1972, pendant laquelle, selon le calendrier électoral prévisionnel, devraient avoir lieu des élections présidentielle et législatives. Les conventionnels se donnent bien pour objectif de poursuivre le processus de réorganisation de la gauche non communiste en vue de reconquérir le pouvoir.

Les lendemains de Mai 68

Les événements de Mai 68 viennent cependant gripper la dynamique souhaitée par les *leaders* de la FGDS, qui souhaitent, depuis février 1968, la mise en œuvre d'un processus de fusion de ses diverses composantes dans un seul et même parti². La crise politique ne leur est pas favorable et, bien au contraire, les interventions de François Mitterrand ont un effet répulsif auprès de l'opinion. La majorité sortante, malgré les attermoissements du général de Gaulle, sort renforcée des élections de juin, ce dont saura profiter à moyen terme Georges Pompidou³. La première tentative de recomposition de la gauche socialiste a échoué. S'ouvre une seconde étape, celle de la tentative de fusionner les groupes de la FGDS dans un seul et même parti.

(1) Ces commissions ont-elles réellement fonctionné ? Ont-elles fourni des rapports et instruments de réflexion ? Les sources consultées ne permettent pas d'y répondre.

(2) Sur ces points, voir la communication de Gilles Morin, « La CIR », précédemment évoquée ; Laurent Jalabert, « Les gauches françaises face à Mai 68 : histoire et mémoire », in Patrick Dramé (dir.), *1968, des sociétés en crise*, actes du colloque de l'Université Concordia, 13 et 14 novembre 2008, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2009 (sous presse).

(3) Voir Bernard Lachaise et Sabrina Tricaud (dir.), *Pompidou et mai 68*, Bruxelles, Peter Lang, 2009.

Le refus de la social-démocratie

Les lendemains de Mai 68 sont particulièrement délicats pour les conventionnels. Tous ont perdu leur siège de député en juin 1968, à l'exception de Paul Alduy et François Mitterrand⁴. Ce dernier, accusé d'être le principal responsable de la débâcle des élections de juin 1968⁵, tente, à la radio, de se repositionner comme *leader* d'opinion⁶. Il affirme l'ancrage à gauche de son parti : « Nous voulons l'unité du peuple, l'unité des travailleurs. » Il dénonce « l'oppression de l'homme par l'homme », « de l'argent sur le travail », dans un ton ouvertement marxiste qui imprime le très net virage à gauche de la Convention. Le secrétariat en appelle toujours à l'unité de toute la gauche⁷. Louis Mermaz, dans l'éditorial de *Combat républicain*⁸, plaide pour la formation d'un grand parti populaire qui devra s'allier avec les communistes. C'est tout le *leadership* de la gauche qui est en jeu.

Dans cet état d'esprit, le mouvement tient ses 11^e Assises les 5 et 6 octobre 1968 à Levallois⁹. Claude Estier rappelle la position des conventionnels : créer un grand parti avec l'objectif de construire, « dans notre pays, une société socialiste¹⁰ ». Louis Mermaz préconise la révi-

(4) Paul Alduy est député maire de Perpignan.

(5) La côte de popularité de François Mitterrand s'est effondrée dans les sondages (29 % d'opinions favorables en septembre 1968 selon la presse, contre 52 % en décembre 1967). Il déplore les accusations portées contre lui, à travers un long article (*Dire*, septembre 1968), dans lequel il stigmatise les tenants de « la gauche moderne ». L'original manuscrit de l'article rédigé par François Mitterrand, plusieurs fois retouché, est disponible à l'Institut François Mitterrand, carton 84.

(6) Office universitaire de recherche socialiste (OURS), B88MM, Europe 1, 11 septembre 1969.

(7) Dans un communiqué non daté envoyé à tous ses partenaires, la CIR, dès la fin septembre, rappelle les principes qui visent à la « création » (et non la fusion) d'un nouveau parti. Ceux-ci seront normalement entérinés par le congrès des 5 et 6 octobre. (Centre d'histoire de Sciences Po, fonds Savary, 1 SV 25)

(8) *Combat républicain*, 40, septembre 1968.

(9) Des archives de ces Assises sont conservées au Centre d'histoire du travail de Nantes (CHT), fonds PSU, 106.

(10) *Combat républicain*, 41, octobre 1968.

sion des programmes politiques de la gauche, qui doit tenir compte du renouveau idéologique des années 1960 et dont Mai 68 fut le révélateur, tout en menant une politique d'opposition de tous les instants contre le gaullisme. Marc Paillet se livre enfin à une approche plus idéologique.

Il propose la « transformation de la propriété des moyens de production¹ », mais refuse la collectivisation de type soviétique. Le socialisme « doit aller jusqu'au point où la société dispose des leviers essentiels pour imposer une volonté de bien commun ». Il s'interroge aussi sur « l'étatisation », « qui n'entraîne aucun bienfait automatique » et dont le risque, bien réel en Europe de l'Est, fut le glissement vers le totalitarisme. Il faut donc imaginer un nouveau « mécanisme de gestion » de la propriété des moyens de production. La solution qu'il perçoit est celle de la « décentralisation de la gestion à tous les niveaux ». Dans l'entreprise, si la contestation est une nécessité, elle doit déboucher sur l'instauration d'une vraie démocratie. De même, il importe de limiter les pouvoirs présidentiels et de transférer des compétences vers les collectivités locales. L'objectif est la création d'un nouveau modèle socialiste, qui doit se dissocier à la fois de l'URSS et des États-Unis. Le plus important est cependant la place de l'homme dans ce schéma : « Il s'agit de transformer de façon volontaire et non subir le déroulement même de la vie humaine, de répartir de façon nouvelle le temps de travail, de loisirs et d'études [...]. Le socialisme c'est aussi prétendre changer la fantastique mutation de la condition féminine, qui est peut-être une des plus grande révolution de notre siècle. » Le but final est « une recherche et une

création continues de tous les militants pour faire passer dans la réalité les espérances pour lesquelles le peuple combat ». Le cœur de la doctrine est défini en une phrase : « Le socialisme se fixe pour objectif le bien commun et non le profit privé. » La Convention en appelle à la lutte contre la technocratie et souhaite voir émerger un « citoyen responsable [qui] accède au pouvoir dans les entreprises, les universités, comme dans les collectivités ». Et, surtout, « le socialisme nécessite la maîtrise de la société d'abondance et non sa disparition ».

Ce rapport cherche à repositionner la gauche socialiste dans le débat idéologique très fécond de la période. Trois éléments surgissent. Le premier est la volonté de rompre avec « la société capitaliste », incarnée par le gaullisme selon le rapporteur. Tant dans le vocabulaire qu'il emploie (« lutte de classes »), que par de brèves allusions à la théorie marxiste, il confirme le nécessaire ancrage à gauche d'un nouveau parti socialiste, qui refuserait donc toute orientation vers la social-démocratie. Le poids des événements de Mai est nettement perceptible. Le second point est la volonté de se distinguer du parti communiste. La critique directe contre les modèles étatiques est une évidence dès les premières lignes du discours. Pour Marc Paillet, le modèle des démocraties populaires est un échec. Un parti socialiste doit exister à côté du parti communiste. Le troisième point vise à définir une nouvelle orientation idéologique et doctrinale du mouvement socialiste français. Là encore, Marc Paillet prône un renouveau qui s'oriente davantage vers les émulations intellectuelles suggérées par les clubs des années 1960. Il refuse à nouveau une dérive vers la social-démocratie. Son approche suggère une démarche autogestionnaire, même si le terme n'est pas employé. Prudent dans le choix des mots, il englobe les analyses des clubs et certaines des revendications venues de Mai 68.

(1) Cette citation ainsi que les suivantes proviennent de : OURS, fonds Pierre Palau, 4 APO 1, « Rapport sur les bases d'une discussion doctrinale et les conditions d'un renouveau socialiste ».

« *Que ce parti soit nouveau et socialiste* »

L'intervention la plus attendue est celle de François Mitterrand, le 6 octobre. Son analyse cherche en premier lieu à replacer la Convention au cœur du combat politique. « La description de notre situation pourrait apparaître catastrophique. À l'exception de Cohn-Bendit, tout va mal. Personnellement je ne peux pas dire que je sois d'accord avec cette analyse¹. » Selon lui, la gauche modérée se retrouve dans la même situation que dans les mois qui ont précédé l'élection présidentielle de 1965, celle d'une faiblesse organisationnelle : « Si la Fédération est le seul mouvement politique à n'avoir pas supporté le choc, c'est parce qu'elle était malade, parce qu'elle avait des carences graves. Il faut les analyser. » Il revient alors sur les événements de Mai 68, et s'il salue le courage des étudiants (les manifestations traduisent pour lui « l'ébranlement d'une certaine société, l'achèvement d'un certain temps », celui du gaullisme), il regrette l'attitude des groupuscules « irresponsables, qui les ont politisés d'une façon électoraliste et partielle au bénéfice de quelques "zozos" soi-disant révolutionnaires [...] ; on ne conquerra pas la France au nom de l'anarchisme, en construisant des barricades qu'on laisse enlever par des bulldozers sans les défendre cinq minutes ». Il se montre tout aussi acide envers l'organisation fédérale qu'il préside et déplore son incapacité à avoir pu dialoguer avec les étudiants, faute d'avoir été présente sur le terrain. Trois points ressortent : il mesure l'ampleur des attentes de la génération montante et la nécessité du renouvellement idéologique ; il s'écarte radicalement des gauchistes de toutes tendances² ; il confesse l'ina-

daptation des structures politiques de la gauche socialiste à qui il reproche de ne pas avoir suffisamment regardé vers les classes moyennes. (« Elles ont été sensibles au chantage gaullien, au bonapartisme présidentiel [...], alibi de l'argent, des toutes puissances, de la police, des services secrets. »)

Dès lors, la seule solution qu'il entrevoit est la création d'un mouvement rénové, mais « que ce parti socialiste nouveau soit nouveau et socialiste ». La formule est un pavé jeté dans la mare de la SFIO. François Mitterrand ne cache pas que pour lui le premier terme l'emporte : « Nouveau, en faisant confiance à ceux qui ne sont pas encore des nôtres et à ceux qui y sont déjà. La petite cohorte a rempli sa tâche et doit aujourd'hui permettre la relève. » Et il ajoute qu'il ne faut pas réitérer les erreurs de la Libération : « Il nous faut un parti nouveau. Avec qui ? Avec qui voudra. N'énumérez pas ! Nous nous déclarons aujourd'hui volontaire pour en être, sans aucun rôle prééminent, en étant des artisans honnêtes du parti socialiste nouveau. » Il poursuit alors son discours en provoquant la SFIO : « S'il s'agit seulement de mettre de la peinture sur les bancs vermoulus, nous ne serons pas la peinture. » Il appelle au renouvellement des hommes, demande la fin de « la guerre civile » avec le PSU, et dénonce à la fois « l'anticommunisme imbécile » et « le procommunisme aveugle ». Il conclut son intervention : « Je ne serai candidat à aucun poste, à quelque niveau que ce soit dans le nouveau parti socialiste. »

Ce discours de François Mitterrand est essentiel. La Convention est devenue, tout au long des années 1960 le partenaire principal de la SFIO, moins par son poids militant, que par sa présence électorale incarnée par son *leader*. Les discours des conventionnels à Levallois

(1) Cette citation ainsi que les suivantes sont tirées du même fonds d'archives : OURS, fonds Pierre Palau, 4 APO 1, discours de François Mitterrand.

(2) « Les milliers de jeunes qui sont en révolte totale contre la société, mais qui ne se reconnaissent pas dans le galimatias et l'imbécillité violente et totalitaire de ceux qui ont voulu s'emparer du mouvement. La gauche de la confusion, de la violence

et de la sottise n'est pas la gauche à laquelle je me rallie et celle que demain je servirai. »

sont clairs : la SFIO doit disparaître et avec elle les hommes qui l'ont animée pendant plus de vingt ans. Tel est bien le préalable posé par les amis de François Mitterrand en ce mois d'octobre 1968 pour accepter la naissance d'un nouveau parti socialiste, ce qui devient son principal objectif, même si elle poursuit son attaque frontale contre la droite¹. L'accueil est d'ailleurs plutôt bon. Dans la presse quotidienne, le discours de François Mitterrand est salué unanimement. *Le Figaro*, le 7 octobre, parle de la « force du ton » et de « la virtuosité » du *leader* de la FGDS. *Combat*, le même jour, donne l'avantage à François Mitterrand dans la lutte qui l'oppose à Guy Mollet. *Le Monde*, le 8, perçoit des conventionnels « ambitieux ».

À la recherche de son identité partisane

Une fusion refusée

Si cet automne 1968 est décisif dans la stratégie d'ancrage à gauche de la Convention, les mois qui suivent sont plus difficiles. Le processus de fusion², entamé en novembre 1968, n'aboutit pas malgré les rencontres de l'hiver 1969, même s'il se développe à l'échelle départementale. La campagne référendaire alourdit les dissensions entre François Mitterrand et Guy Mollet, et l'élection présidentielle de 1969 provoque la rupture entre les groupements. La CIR refuse de participer au congrès de la fusion à Alfortville le 4 mai 1969³ et organise sa propre rencontre à Saint-Gratien le même jour.

(1) « Un pouvoir fort et une majorité absolue : depuis un siècle ces conditions n'ont été remplies que par Napoléon III et le général de Gaulle », écrit-il dans *Combat républicain*, 42, novembre 1968.

(2) SFIO, CIR, mais aussi UGCS d'Alain Poperen et URCC d'Alain Savary.

(3) Organisé par la SFIO, avec l'appui des amis d'Alain Savary, ce congrès a pour objectif de créer un nouveau parti et de désigner le candidat socialiste à l'élection présidentielle. Voir Laurent Jalabert, « La restructuration de la gauche socialiste en France des lendemains de mai 1968 au congrès de Pau du Parti socialiste de janvier 1975 », mémoire d'habilitation à diriger les recherches, Institut d'études politiques de Paris, novembre 2008.

Le mouvement sort très affaibli de cet épisode. Les fédérations sont déstabilisées, un vide important se dessine. Pierre Mauroy, qui administre provisoirement le Nouveau parti socialiste (NPS), tente de porter le soutien du mouvement à Gaston Defferre et prépare la fin du congrès constitutif qui doit avoir lieu à Issy-les-Moulineaux au début du mois de juillet. Une note des Renseignements généraux dans le département du Rhône du 19 juin 1969 indique que le collectif socialiste provisoire créé avant Alfortville a éclaté : « Les conventionnels ont plus fait campagne pour Rocard ou Duclos que pour Defferre⁴. » Ce trouble est d'autant plus manifeste que les accords avec le NPS semblent impossibles⁵. La préfecture de police de Paris, dans une note du 26 juin, relève le désarroi des conventionnels de la capitale après la rupture de Bagneux⁶. Des écoutes téléphoniques retranscrivent bien ces déceptions, mêlées de propos aigres, où la rumeur s'impose parfois à la réalité⁷.

Michel Cegretin de la Convention raconte l'ambiance à Paris à Pierre Paulau, secrétaire de section du Nouveau parti socialiste pour la Côte-d'Or : « Sais-tu qui il y a au congrès parisien du NPS pour la fédération de Paris. Le CERES et l'UGCS y sont allés en force en "braillant" et en disant vous allez voir com-

(4) CAC 1986 0021, art. 1.

(5) Voir les témoignages d'Annie Desgranges en Picardie (*op. cit.*) et de Louis Mexandeau dans le Calvados (*op. cit.*).

(6) La réunion de Bagneux est une initiative de personnalités isolées, notamment André Labarrère (venu de la CIR, mais partisan de la fusion), ou encore Jean Poperen (UGCS). Ceux-ci cherchent, lors d'une réunion, à ressouder les liens entre les divers groupements. Les conventionnels quittent la réunion en milieu de journée.

(7) CAC 1986 0021, art. 1. Les écoutes ne sont pas datées avec précision, mais elles évoquent la période entre Alfortville et Issy-les-Moulineaux. S'il ne faut pas surévaluer la valeur de ces documents (comme ceux des Renseignements généraux plus globalement), ils ont cependant le mérite de retranscrire des « instantanés » de la vie politique. Recoupés avec les médias ou les courriers de militants vers les directions nationales, ils retranscrivent bien le malaise profond des militants. Voir Laurent Jalabert, « La restructuration... », *op. cit.*

ment on prend des fédérations. Finalement ça s'est monté à un tel point que ça s'est terminé à coup de chaises. Oui, ils se sont battus à coup de chaises et finalement le vieil appareil des vieux crabes de la SFIO a solidement conservé son pouvoir. Alors, tu vois, je ne vois pas ce que l'on pourrait faire là-dedans. » Évoquant ensuite la Nièvre, Cegretin réduit « les membres du NPS à 200 militants, alors que 600 à 700 membres sont dans la nature, sans organisation ». La conversation révèle leur impuissance réciproque.

Une seconde écoute entre Michel Cegretin et un militant du Jura (M. Jaillot ?) constate : « C'est le désarroi total, les magouilles de bas étages, on ne donne pas l'argent, les noms. Le but des conventionnels, torpiller Issy. » J. conclut : « Nos organisations sont exsangues, c'est lamentable, ça ne représente rien ou presque rien. On est tout le temps en train de se battre entre les mêmes. »¹

Cette amertume profonde, prise sur le vif, impose aux dirigeants une réaction rapide.

Les choix de François Mitterrand

La relance de la Convention ne pouvait venir que du sommet. Les conventionnels s'en remettent à François Mitterrand. Privé de campagne électorale au moment de l'élection présidentielle, il reprend son bâton de pèlerin et se lance dans un « tour de France » pour reprendre le contact avec les Français à la fin du mois de juin 1969. Le 15 a lieu une première conférence de presse où il annonce le maintien de la CIR. Le 23, sur Europe 1, il confirme son positionnement : la lutte contre le gouvernement et la création d'un parti socialiste rénové. « Je souhaite que le jour vienne, et le plus tôt possible, où il existera un grand rassemblement, un grand mouvement socialiste, où l'on en finira avec l'esprit de secte, avec les exclusions, avec

les cartes biseautées. Il faut que les socialistes se régénèrent². »

Le 24 juin, il participe à Valenciennes à un débat public devant sept cents personnes ; le lendemain, à Lille, il est de nouveau devant les journalistes ; puis il se rend dans le Gers, le 28, pour deux interventions, à Nogaro devant mille cinq cents personnes et à Mauvezin devant six cent cinquante. Le rapport des Renseignements généraux sur la réunion de Valenciennes insiste sur les attaques du *leader* de la CIR contre l'ex-SFIO, « ceux qui ont délibérément trahi la gauche. [...] Les stratèges du parti socialiste ont laissé l'espérance au bord du chemin, [...] ils se sont crus malins en préférant l'objectif à court terme à la recherche lointaine de l'idéal. Ils ont été giflés et n'ont plus désormais que le droit de se taire³ ». Il fera de même le lendemain à Lille, vilipendant les artisans de la division de la gauche non communiste. D'ailleurs, en contrepartie, il se montre plus clément pour le parti communiste et le parti socialiste unifié, le parti de Michel Rocard étant même présenté à Valenciennes comme « honnête », « courageux » et « utile »⁴. François Mitterrand affirme donc sa présence, la presse relève une audience forte parmi les militants de gauche, bien au-delà de son mouvement. Les dirigeants de la CIR (Mermaz, Fillioud, Paillet, Estier, Joxe, *etc.*) sont aussi amenés à entreprendre des tournées équivalentes.

À la rentrée, l'initiative est poursuivie dans le but, selon Claude Estier, de « créer un mouvement socialiste à partir de la base⁵ ». Un séminaire de travail, qui se réunit à Hossegor les 6 et 7 septembre, confirme la rupture avec le NPS, malgré les appels répétés d'Alain Savary. François Mitterrand se donne un an pour structurer un nouveau parti qui rappelle-

(2) OURS, E5A62 BD.

(3) CAC 1986 0021, art. 1.

(4) CAC 1986 0021, art. 1.

(5) CAC 1986 0021, art. 1.

(1) CAC 1986 0021, art. 1.

rait le temps de l'UDSR¹. Mais le projet n'obtient pas le succès espéré selon un rapport de police du 27 septembre 1969 : « L'entreprise de M. Mitterrand et de ses amis rencontre des difficultés plus sérieuses que prévues. Ainsi depuis la création du PS et l'impulsion donnée par M. Savary, de nombreux conventionnels ont rejoint le nouveau parti ; cette désaffection est plus sensible dans les départements du Sud-Est et du Sud-Ouest². » Le 18 septembre, François Mitterrand a tout de même réuni à Saint-Priest sept cent cinquante personnes et multiplie les déplacements : dans le Vaucluse (23 septembre) ; à Niort (3 octobre), Parthenay et Thouars (le 4 octobre) ; dans la Meuse (les 18 et 19 octobre) ; l'Eure-et-Loir, le Maine-et-Loire, l'Indre et les Alpes-Maritimes en octobre ; les 20 et 21 novembre à Bourges ; dans la Seine-et-Marne toujours en novembre et à Saint-Étienne en fin d'année. Ce tour de France, souvent improvisé au dernier moment³, se traduit par la présence d'une forte assistance dans la vingtaine de meetings tenus depuis la rentrée (deux mille personnes à Agen)⁴.

François Mitterrand mène donc son combat en province comme à Paris auprès de l'opinion. Son ambition est double. Il s'agit tout d'abord de mesurer son audience réelle dans

les milieux populaires au travers de sa tournée provinciale. Le succès est indéniable, les rapports de police comme les comptes rendus de presse notent que l'homme n'a rien perdu, ni de son aisance dans les meetings, ni de sa capacité de séduction. Il cherche ensuite à se présenter comme un contrepoids face au Nouveau parti socialiste qui réunit désormais la quasi-totalité des mouvements de la gauche non communiste. Pour autant, ce dernier ne perce pas auprès des masses, pas plus que le PSU qui s'engluie dans des tensions internes⁵. Dès lors la Convention saura-t-elle devenir la force que la gauche socialiste attend ?

Les difficultés de la formation partisane

Malgré cette débauche d'énergie, les effectifs ne progressent pas et certaines initiatives déçoivent même les dirigeants. Ainsi, une note de la préfecture de police de Paris du 20 novembre 1969 à propos de la formation d'un Comité d'appel pour l'union des socialistes, téléguidé par la Convention, souligne que « la réunion n'a pas obtenu le succès escompté⁶ ».

Lors des 13^e Assises, les 6 et 7 décembre 1969 à Saint-Denis, Claude Estier se sent donc obligé de justifier les raisons du maintien de la CIR : « Nous ne sommes pas un parti de masse et d'ailleurs nous ne cherchons pas à le devenir [...]. Nous ne sommes pas un parti ouvrier, c'est-à-dire que nous ne recrutons pas, pour l'essentiel, en milieu ouvrier⁷. » La CIR est pré-

(1) CAC 20040455, art. 1, note des Renseignements généraux du 13 septembre 1969.

(2) CAC 1986 0021, art. 1.

(3) Louis Mexandeau (*op. cit.*) raconte, avec emphase, mais aussi sincérité sans doute, l'implication du « militant » Mitterrand en ces années. L'engagement est selon lui, physique, sans compter. François Mitterrand accepte le moindre déplacement.

(4) CAC 1986 0021 art. 1 ; CAC 20040455 art. 1, note du 29 novembre évoquant « le succès personnel de François Mitterrand dans son tour de France ». Les Renseignements généraux font émerger la contradiction entre l'homme, et le parti, coquille vide qui aurait été construite pour permettre à François Mitterrand de survivre face à la SFIO. L'interprétation, excessive ici, mérite certainement d'être nuancée, même si elle est bien l'impression qui ressort de la lecture de la presse de l'époque. Les « carnets secrets » de Michèle Cotta en sont révélateurs (Michèle Cotta, *Carnets secrets de la V^e République*, Paris, Fayard, 2008, t. 1).

(5) Cela se perçoit bien au travers des dossiers de police. François Mitterrand est suivi à la trace dans le moindre de ses déplacements, placé sur écoute, ainsi que de nombreux cadres de la CIR (Estier, Hernu notamment). (CAC 1986 0021 art. 1)

(6) CAC 1986 0021, art. 1.

(7) Selon Danièle Loschak (*op. cit.*), en 1970, la CIR est dominée par les enseignants (32,2 %) et les ingénieurs (13,6 %). Si on y ajoute les hauts fonctionnaires (1,1 %), les patrons (2 %), les médecins et professions libérales (2,2 %), et les étudiants (4 %), elle est constituée à plus de 50 % de professions intellectuelles. Les employés et ouvriers sont sous-représentés (11 %). Le reste se compose d'artisans et commerçants (8 %), de techniciens (6 %), d'agriculteurs (4 %) et d'inactifs (4,6 %). Pour les Renseignements généraux, en novembre 1969, elle ne peut

sentée comme « un lieu de réflexion » : « Nous voulons apporter notre contribution à une définition du socialisme moderne. » Minorité dans le socialisme, elle demande à être respectée en tant que telle. Le deuxième objectif est de « travailler au regroupement des socialistes dans la perspective d'une union de toute la gauche », ce qui suppose de s'entendre avec le PCF et le PSU pour la victoire. Or, à Alfortville comme à Issy-les-Moulineaux, aucun des dirigeants de l'ex-SFIO n'a donné des assurances aux dirigeants de la CIR sur ces deux points. Dès lors, il leur semble légitime de poursuivre l'aventure. Cependant, Claude Estier réaffirme que les conventionnels restent ouverts au dialogue. Et il propose la création d'une « fédération » (ou d'un organisme à définir) entre les trois grandes forces socialistes pour discuter de l'unité. Il faut, dit-il, « y adjoindre les syndicats ».

Ce discours ne peut cacher les « propos désenchantés » de bien des fédérations. Celle du Nord, menée par Bernard Vincent et Luc Soubre, est pessimiste. Le premier lance un sombre pronostic à la tribune : « Avant un an notre organisation aura cessé d'exister. » Face à cette morosité, François Mitterrand intervient à plusieurs reprises et déplace le débat vers « l'idéologie ». La CIR doit défendre « le socialisme du possible », slogan qu'il saura souvent réutiliser. Les communistes ont un programme, les socialistes discutent d'un « plan d'action », les radicaux préparent un « manifeste », et bien, les conventionnels auront, eux, leur « contrat socialiste ».

Ces assises sont donc l'occasion de lancer une seconde phase dans la construction du groupement¹. Le secrétariat dirigé par Claude

Estier assure l'impulsion² et un Bureau politique³ est créé afin de renforcer la capacité de mobilisation, notamment de recruter des militants. Le but est de concurrencer le Nouveau parti socialiste⁴. Ce volontarisme laisse pourtant sceptique des militants. Des courants d'opposition se dégagent même. La restitution d'une écoute téléphonique entre Guy Penne et M. Charny du 15 décembre sur les 13^e Assises est cinglante vis-à-vis de la stratégie choisie. Le premier emploie un vocabulaire très agressif (« lamentable, des abrutis »). M. Charny lui fait remarquer avec plus de modération que « la Convention n'a pas le choix », car elle est coincée entre le NPS et le PCF, même s'il voit lui aussi un avenir compromis. Les deux hommes reprennent alors un dialogue laissé le 25 novembre 1969⁵, durant lequel ils avaient envisagé la création d'une « tendance »⁶. La morosité s'installe, la dynamique en cet automne 1969 se situe plutôt au NPS⁷.

(2) Roland Dumas y entre, chargé des relations avec les autres partis se revendiquant du socialisme. Louis Mermaz, lui, devient délégué général.

(3) Dans le Bureau politique siègent notamment Georges Dayan, Georges Fillioud, Charles Hernu, Pierre Joxe, Yvette Roudy, Louis Mexandeau et Georges Lemoine.

(4) Claude Estier précise d'ailleurs : « Il va de soi que jusqu'à la tenue du congrès du NPS en avril, nous ne devons engager avec lui aucune procédure d'aucune sorte, ni sur le plan national, ni sur le plan départemental. Tel est le sens de notre motion de Saint-Denis. » (CAC 20040455, art. 1, note reproduite *in extenso* le 19 décembre dans un compte rendu sur les assises de Saint-Denis)

(5) CAC 1986 00 21, art. 1, écoute. Une note complémentaire précise que le dialogue entre M. Charny et Guy Penne évoque une réunion de la CIR du 14 décembre. Guy Penne s'interroge notamment sur le rôle des organes de la Convention et rappelle à son interlocuteur que François Mitterrand a coutume de rappeler : « Le patron, c'est Estier. Le reste c'est du cinéma. » Il s'interroge d'ailleurs sur l'autosatisfaction des dirigeants. La note précise que Charny donne six mois de survie à la CIR. (CAC 20040455, art. 1)

(6) Une écoute entre Charles Hernu et Guy Penne, du 23 novembre, laisse supposer aussi cette amertume chez le second. Charles Hernu demande en effet à Guy Penne de ne pas quitter le groupe permanent comme celui-ci à l'intention de le faire, malgré les désaccords idéologiques avec Claude Estier. (CAC 20040455, art. 1)

(7) Cette impression donnée par les services de police est confirmée par quelques témoins telle Françoise Carles (*op. cit.*),

compter que sur 8 000 adhérents, contre 12 000 en 1968 (CAC 20050455, art. 1, note du 29 novembre 1969). Cette citation ainsi que les suivantes sont extraites du journal *Combat républicain* et d'un rapport du 3 décembre de la préfecture de police de Paris (CAC 1986 0021, art. 1).

(1) CAC 20040455, art. 1, note de la préfecture de police de Paris du 3 décembre.

Tout l'hiver, pour les Renseignements généraux, François Mitterrand ne fait que chercher « à gagner du temps », à la suite de l'échec des premières rencontres avec le NPS en janvier 1970 ou avec le PSU¹. Le député de la Nièvre est obligé de multiplier les meetings en province (deux à trois par semaine) pour stimuler un appareil « qui vit essentiellement autour de son charisme² ». Le *leader* des conventionnels est prisonnier de la stratégie choisie un an plus tôt : maintenir la CIR malgré ses difficultés avant d'intégrer le parti socialiste dans une position de force. Pour cela, elle doit être présente dans le débat idéologique.

Participer au débat programmatique

La Convention se dote donc d'un programme. Dès les 13^e Assises, des rapports thématiques présentent ses spécificités. Yvette Roudy propose une réflexion sur « Socialisme et consommation » ; Daniel Malingre sur « Socialisme et développement urbain » ; et Georges Lemoine sur « Socialisme et adaptation au travail ». Le Contrat socialiste est discuté lors des 14^e Assises, à Saint-Fons, les 23 et 24 mai 1970 dans un contexte difficile pour elle, tant financièrement que d'un point de vue des tiraillements internes. L'enjeu est pourtant de taille, car le Contrat socialiste³ est un moyen pour les convention-

nels de se replacer dans le débat idéologique à gauche⁴.

Le texte de présentation s'articule autour de trois questions simples. « Pourquoi un contrat socialiste ? » La réponse est « un engagement envers la nation », dont le but est « de remplacer le système capitaliste par un socialisme français qui ne s'inspire d'aucun modèle étranger » (ni la Yougoslavie, ni la Suède, ni Cuba, est-il précisé). Le projet se situe dans une « tradition politique française », fidèle aux « libertés démocratiques héritées de la révolution française ». Mais, il est bien une rupture par rapport à la société en place. « Pour qui ? » Pour la nation dans sa totalité, mais, plus spécifiquement, pour les plus démunis, le sous-prolétariat (les travailleurs des banlieues), et les techniciens (longuement analysés). Selon le texte, la classe ouvrière traditionnelle n'a plus le « monopole du front révolutionnaire ». La transformation de la société concerne aussi les classes moyennes, la Convention se plaçant d'ailleurs ici sur le même terrain que le Nouveau parti socialiste⁵. « Comment ? » ou « le socialisme du possible » autrement dit, il est proposé la rédaction d'un programme de gouvernement.

Son axe directeur est la transformation des rapports de production par la « nationalisation des secteurs clés » (les banques, les instruments de crédits, les industries de la défense, les monopoles) ; puis, dans un second temps, les secteurs en régression, sans que la propriété privée ne soit remise en cause (notamment pour les agriculteurs et les commerçants). Le

mais contredite par d'autres, tels Louis Mexandeu (*op. cit.*) et Pierre Joxe (*op. cit.*).

(1) CAC 20040455, art. 1, notes des Renseignements généraux des 19 et 27 janvier 1970.

(2) CAC 20040455, art. 1, note blanche du 27 février 1970. Pierre Joxe rappelle dans ses *Itinéraires* (*op. cit.*), que la CIR est un parti « d'amateurs ». Le terme n'est pas péjoratif, il signifie simplement que les militants sont des bénévoles, avec une activité professionnelle à temps plein, qui rend difficile l'activité politique.

(3) Une version originale est présente au CHT, fonds Popere, POP J 31. Le texte est publié aux Éditions du Seuil, sous le titre *Un socialisme du possible*, avec une photographie de François Mitterrand en première page. Il est précédé d'un entretien d'une quarantaine de pages de François Mitterrand avec Jacques Julliard et Robert Fossaert, sociologue et économiste auteur d'un livre qui s'intitule *Le Contrat socialiste*, Paris, Seuil, 1969.

(4) François Mitterrand en fera une longue présentation dans un discours de plus d'une heure lors de la rencontre.

(5) Est-ce un abandon de la classe ouvrière par les socialistes de l'époque ? Laissent-ils le militantisme ouvrier au PCF et préfèrent-ils en ces temps de reconstruction se focaliser sur les classes intermédiaires ? Sont-ils conscients d'une mutation de l'économie qui tend à réduire la place du monde ouvrier par rapport à celui des employés et des cadres moyens ? Il s'agit d'une conjonction des deux certainement.

but est de « développer la volonté et la capacité des travailleurs à participer à la gestion des entreprises socialisées ». Des mesures sociales dans l'entreprise accompagneront ces réformes, notamment l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes. Le second axe est la mise en œuvre d'une politique de planification et de décentralisation des décisions économiques. L'idée est de redistribuer le pouvoir vers la base, le but est d'en arriver à « l'autogestion » qui se mettra en place de façon « lente et progressive ». Le troisième axe, orienté autour des questions sociales, passe par le projet d'une nouvelle politique de redistribution des revenus. Dès lors, se pose le problème du financement d'un interventionnisme de l'État et des collectivités locales, notamment dans le domaine des équipements collectifs (scolaires, sportifs, culturels, *etc.*). La solution se trouve dans une profonde réforme du système fiscal : transformation de l'impôt sur le revenu (des taxations supérieures au sommet, un prélèvement à la source pour lutter contre l'évasion fiscale) ; création d'un impôt sur le capital ; réforme de la TVA ; lutte contre la fraude fiscale, *etc.* En parallèle, certaines mesures complémentaires permettront de limiter les inégalités : la municipalisation des sols urbains est jugée « nécessaire pour contribuer à l'assainissement du marché immobilier, pour réorienter vers l'industrie une épargne qui s'égarait aujourd'hui dans des placements féodaux, pour donner aux collectivités locales la maîtrise de l'aménagement urbain ». Le quatrième axe du projet envisage les mesures institutionnelles nécessaires au développement du programme économique et social, avec la décentralisation pour thème fort. En outre, la Convention se fait le chantre de la défense des libertés publiques, notamment en matière de droit de la famille : « Si la liberté est ainsi reconnue aux femmes, la législation devra le traduire, et ne pas conser-

ver les traces des anciennes servitudes. » Enfin, le dernier axe est consacré à la politique internationale : paix et désarmement (dissolution du pacte de Varsovie, de l'OTAN¹, non-prolifération des armes nucléaires), soutien à une Europe qui sera « socialiste d'abord », mais surtout plus démocratique (élection au suffrage universel du parlement) et qui développera des politiques communes.

Le Contrat socialiste est un document très orienté à gauche qui se présente comme un « programme de gouvernement ». On retrouve le souci de François Mitterrand de « coller » à l'opinion publique, de fournir des réponses précises à des problèmes concrets de l'actualité. Comment le document est-il perçu ? L'unanimité de façade ne doit pas masquer à la lecture des débats l'identification de trois courants structurés ou en voie de l'être. Le premier est groupé autour de Charles Hernu, tenté par un rapprochement avec les radicaux. Un second refuse toute tentative de fusion avec le Nouveau parti socialiste autour de Gisèle Halimi. Enfin, la majorité fait bloc autour de son *leader*, qui affiche une nette volonté d'alliance avec les socialistes dans le but ensuite d'établir une véritable union de la gauche. La préfecture de police conclut en annonçant que la « conséquence finale des Assises sera l'intégration probable des conventionnels dans le parti socialiste ». Il est vrai que les deux groupes présentent des projets proches, même si le Plan d'action socialiste est bien plus théorique que le Contrat, plus électoraliste. Mais, globalement, sur la socialisation de l'économie par

(1) François Mitterrand lors d'un meeting à Valenciennes le 24 juin 1969 s'était montré plus prudent. Répondant à une question sur l'OTAN : « Je suis, contrairement aux socialistes, hostile au retour au sein de l'OTAN. Par contre, je me refuserais à quitter le Pacte atlantique avant d'avoir obtenu des garanties sérieuses de l'Union soviétique. Seule une Europe indépendante capable de contrebalancer l'influence des deux blocs américains et russes peut nous dégager du Pacte atlantique. » (François Mitterrand, *La Voix du Nord*, 25 juin 1969)

la planification démocratique, les nationalisations partielles, dont le terme est l'autogestion, la décentralisation, la municipalisation des sols, le développement des structures collectives, les réformes du droit de la famille (contraception, avortement, *etc.*), la politique étrangère, les points communs sont multiples.

Le Contrat socialiste est-il un outil au service d'un parti en structuration ou est-il un instrument pour la fusion des forces socialistes ? La situation est de plus en plus complexe pour les conventionnels. Les militants ne seraient plus que cinq mille en juin 1970. Financièrement, les difficultés sont immenses : la dernière ligne téléphonique devrait être coupée, les impayés se multiplient¹.

Relancer la fusion

Les difficultés du printemps 1970 vont s'accroître tout au long de l'année. Entre juin et septembre 1970, le Club des Jacobins de Charles Hernu menace de provoquer une scission². Les trois courants sont désormais clairement définis. Une réunion du Bureau du 10 septembre 1970 apparaît comme le pic du conflit. La préfecture de police, dans une note du 11, informe le ministre de l'Intérieur que Claude Estier demande le remplacement de Charles Hernu par Marie-Thérèse Eyquem à la tête de la présidence du présidium, poste honorifique, mais symbolique. Un compromis est cependant trouvé après une intervention de François Mitterrand, ce qui permet à la Convention de tenir son rang devant la presse. Le conflit a même un retentissement public. Une élection législative partielle à Bordeaux en est le prétexte. Charles Hernu demande un vote de soutien en faveur du candidat radical Jean-Jacques

Servan Schreiber qui veut affronter Jacques Chaban-Delmas. Claude Estier rappelle que le turbulent *leader* radical s'est placé en concurrent d'Alain Savary qui envisageait de se présenter en Gironde au nom de l'ensemble de la gauche, et qu'il convenait de ne pas se laisser piéger par « l'aventurisme³ ». En outre, la CIR dispose d'un candidat local, M. Taix, qui a reçu l'appui du Nouveau parti socialiste. La crise est finalement dénouée le 16 septembre, lors d'une réunion du Bureau à huis clos. La direction impose une motion qui réaffirme la nécessaire union des socialistes avec le parti communiste. Mais, en parallèle, Claude Estier enrichit le texte en demandant à son bureau de reconnaître le caractère « positif » des événements de Mai 68 et l'apport important des mouvements gauchistes au débat idéologique. La tendance droitrière de Charles Hernu est mise en minorité. La CIR s'infléchit de plus en plus à gauche, confirme son rapprochement avec les amis d'Alain Savary et tend la main au parti socialiste unitaire.

Les élections municipales qui se profilent à l'horizon du printemps 1971 confirment la dynamique. François Mitterrand convoque des journées nationales pour les 7 et 8 novembre, dans son fief de Château-Chinon, afin de discuter d'un Contrat municipal, véritable programme pour le scrutin. Le temps fort de ces journées est son discours prononcé le second jour, pendant plus d'une heure et demie. Après avoir repris une habile synthèse de l'ensemble des travaux⁴, il surprend l'auditoire par un appel à l'unité des socialistes, dans le but de créer un équilibre interne à l'intérieur de la gauche. Dans la perspective des élections municipales, il considère que la division des

(1) CAC 20040455, art. 1, note du 12 juin 1970.

(2) CAC 1986 00 21, art. 1 ; et CAC 20040455, art. 1, notamment les notes du 21 juillet, 22 août, 8 septembre, 11 septembre, 16 septembre (préfecture de police).

(3) CAC 20040455, art. 1.

(4) Il se livre en particulier à une lourde critique du gaullisme qui empêche les municipalités de gauche de mener une politique plus juste.

socialistes ne doit profiter ni à la droite, ni aux radicaux, ni au parti communiste. Et il conclut : « Il faut donc une seule organisation pour tous les socialistes¹. » Mais, pour la première fois, il va plus loin et propose à Alain Savary la création « d'une délégation nationale pour l'unité de tous les socialistes », dont le but sera de préparer la fusion de la CIR et du NPS. L'effet est visible dans la presse dès le lendemain matin. Répondant aux questions des journalistes de RTL le 16 novembre², il réaffirme que l'union des socialistes dans un premier temps, puis de la gauche dans son ensemble ensuite sont indispensables pour accéder au pouvoir. Il concède que les échéances électorales, les élections législatives de 1973, sont la ligne de mire pour créer une telle union. Le temps presse, d'où la main tendue à Alain Savary et au NPS. Pour lui, le parti communiste reste trop important à gauche et seul un grand parti socialiste, uni et rénové, peut arriver à lui damer le pion : « J'ai le sentiment que le socialisme reste le seul véritable autre terme de l'alternative. Le premier de ces termes étant la société capitaliste gérée par des majorités conservatrices. »

Les réponses favorables du Nouveau parti socialiste renforcent ses positions. Avant même les 15^e Assises nationales (12 et 13 décembre 1970), Charles Hernu rentre dans le rang³. Deux motions s'opposent finalement. La motion A, présentée par la direction sortante (Claude Estier et Pierre Joxe), préconise la fusion avec le NPS. La motion B, défendue par André le Chevallier, réclame le maintien de la situation actuelle, considérant que le contexte n'a pas évolué depuis le congrès d'Alfortville. Les débats sont durs. Gisèle Halimi, très agres-

sive vis-à-vis de François Mitterrand⁴, dénonce un jeu personnel⁵. Elle réunit environ cinq cents militants sur les deux mille cinq cents que compterait la Convention, soit environ 20 %⁶. Claude Estier et François Mitterrand se contentent, eux, de rappeler leurs objectifs : la fusion dans les meilleurs délais avec le Nouveau parti socialiste et la réalisation d'un accord avec le parti communiste. Finalement, le courant A l'emporte avec cinq cent quatre-vingt-sept voix contre cent deux au B. Dès le lendemain, lors d'une réunion ayant lieu chez François Mitterrand, sont désignés les négociateurs pour un nouveau processus de fusion qui aboutira quelques semaines plus tard⁷.

Trois ans après les événements de Mai 68, la Convention prépare son intégration au Nouveau parti socialiste. Refusant de se laisser entraîner dans le sillage de la SFIO en mai 1969, elle survit pendant deux ans et se résout à la fusion avec le NPS. Malgré l'audience de son *leader*, elle ne cesse de perdre des militants. Elle serait passée de douze mille militants en septembre 1968, à seulement deux mille cinq cents en janvier 1971⁸. Dès lors, François Mitterrand n'a guère le choix. Isolé à l'Assemblée nationale, il ne peut créer une dynamique partisane. Or, les perspectives électorales, qu'il s'agisse des élections municipales de 1971,

(4) OURS, fonds Guy Mollet, AGM 25, note de la préfecture de police du 16 décembre, avec la mention « confidentielle ». Comment est-il arrivé dans les archives de Guy Mollet ? Ce dernier avait sans doute conservé quelques liens avec les services ministériels.

(5) Une note des Renseignements généraux du 31 janvier 1971 confirme cette approche radicale (CAC, 20040455, art. 1). Le terme « autocrate politiquement fini » pour désigner François Mitterrand est régulièrement usité par Gisèle Halimi. Cette minorité, après avoir tenté de se rapprocher du PSU (tendance dite « Tannery »), de la CFDT (« tendance Jeanson »), du CERES, d'Objectif 72 (Robert Buron), reste isolée.

(6) CAC 20040455, art. 1, note du 28 novembre 1970.

(7) CAC 20040455, art. 1, note de la préfecture de police du 14 décembre 1970 dans la soirée.

(8) Le chiffre serait sans doute à nuancer comme le font les témoins, mais l'érosion est incontestable.

(1) Cette citation ainsi que les suivantes sont extraites du journal *Le Monde*, 10 novembre 1970.

(2) OURS, F631BD.

(3) CAC 20040455, art. 1, préfecture de police, note du 9 décembre 1970.

puis des élections législatives de 1973, révèlent que la CIR ne pourra survivre bien longtemps. Il profite donc des balbutiements du NPS pour incarner les perspectives unitaires¹. Bien informé de la situation interne au NPS, il prépare soigneusement le congrès d'Épinay en multipliant les liens avec Pierre Mauroy, mais aussi Gaston Defferre et le CERES, laissant à Pierre Joxe et Roland Dumas le soin de gérer les questions administratives. La préparation du congrès d'Épinay est un lent processus de dissolution de la CIR, dont les membres savent restés unis dans le parti socialiste après 1971.

Durant ces huit années d'existence, la Convention des institutions républicaines occupe un rôle fondamental dans le socialisme français, avant tout parce qu'elle accueille celui qui est, à gauche, dès 1965, le mieux placé pour s'imposer à l'élection présidentielle. Certes, François Mitterrand ne dispose que d'un groupe politique étroit durant ces années, mais il sait aussi que le reste de la gauche ne peut agir sans recourir à lui dans la logique du système présidentiel. Le temps joue en sa faveur, même si le calendrier chaotique des années 1968-1969 contrarie ses projets et s'il doit faire l'impasse sur l'élection présidentielle après l'échec de la FGDS. La CIR lui sert de refuge partisan, malgré sa faible représentativité électorale. En refusant l'intégration de son parti dans le Nouveau parti socialiste, François Mitterrand, non seulement se désolidarise de l'humiliante défaite de Gaston Defferre, mais plus encore peut se contenter d'observer de l'extérieur la rénovation difficile engagée par Alain Savary. Il attend son heure, tout en jouant sa carte personnelle auprès de l'opinion.

En parallèle, la Convention n'est pas un simple lieu de temporisation. Elle constitue un groupe politique qui participe à la restructuration partisane de la gauche socialiste. Les militants de la CIR, peu nombreux, sont entièrement dévoués à leur *leader*, malgré les querelles internes. L'équipe dirigeante de la CIR, efficace, jeune², se prépare au combat politique de demain dans le contexte de la réflexion autour de la restructuration partisane. Nombreux de ses militants deviennent des piliers du parti socialiste dans les années 1970 et participeront aux gouvernements de l'après-1981. Armée d'un programme qui s'affiche de plus en plus à gauche chaque année, la CIR s'impose comme une composante indispensable pour la reconstruction d'un parti socialiste résolument orienté à gauche, ouvert vers une alliance avec le parti communiste. En ce sens, la stratégie qui se met en œuvre après Épinay est bien définie au fil des ans par François Mitterrand et son entourage avant même le congrès de l'Unité : un programme ouvertement à gauche loin de la social-démocratie européenne ; une alliance avec le parti communiste ; la nécessité de conserver un lien permanent avec l'opinion, le refus de toute compromission avec la majorité ; le bouleversement des structures internes du nouveau parti. Il ne manque à la CIR que les militants, qu'elle ne parvient pas à réunir en dehors de quelques lieux précis, comme dans le Calvados autour de Louis Mexandeau. La Convention, petit groupe politique, ne pouvait donc suffire à François Mitterrand pour s'imposer dans le jeu des institutions de la Cinquième République. Il a besoin d'une vraie structure partisane. À deux ans des élections législatives, en 1971, les conventionnels n'ont plus le choix, ils doivent rejoindre le Nouveau parti socialiste d'Alain Savary, afin que leur

(1) Voir Pierre Serne, *Le Parti Socialiste (1965-1971)*, Paris, Bruno Leprince/L'Encyclopédie du socialisme, 2003.

(2) Souvent nés dans les années 1930 – tels Louis Mermaz, Pierre Joxe, Georges Lemoine, Louis Mexandeau –, la plupart seront ministres sous les deux septennats de François Mitterrand.

leader dispose d'un appareil politique conquérant, d'une importante représentativité au Parlement, d'un réseau d'élus locaux plus dense et d'une audience renforcée auprès des médias. Leur force sera d'en faire la conquête.

*Laurent Jalabert, Université de Nantes,
Centre de recherche en histoire internationale
et atlantique (CRHIA), 44312,
Nantes cedex 3, France.*

Maître de conférences en histoire contemporaine à l'Université de Nantes, **Laurent Jalabert** travaille sur l'histoire politique de la Cinquième République, et notamment sur le socialisme. Il est notamment l'auteur de deux ouvrages : *Les Socialistes et la régionalisation* (Bruno Leprince, 2008) et *Les Socialistes et l'Europe (1958-2008)* (Bruno Leprince, 2008). Il prépare la publication de son mémoire d'habilitation à diriger les recherches portant sur la restructuration des gauches socialistes entre 1965 et 1981. (Laurent.Jalabert@univ-nantes.fr)